

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e année, n° 151

Du 29 novembre au 5 décembre 1985

POLITIQUE

La torture, institutionnalisée
Accusation portée contre le gouvernement
Les indigènes, victimes principales de la répression
Les accusations du rapporteur, niées
Elections présidentielles
Les contrôles en hausse
Attention aux sanctions
Campagne d'une propagande de dénigrement
Un membre du gouvernement actuel sera futur ministre
La meilleure couverture
Droit à la lutte

ECONOMIE

Nouveaux budgets rendus publics

INSURRECTION

Nombreuses actions
Affrontements à El Quiché

SITUATION SOCIALE

Menace de grève
Protestation contre la hausse du coût de la vie

DROITS DE L'HOMME

Enlèvement d'un promoteur social
Nouvelle vague de terreur
Une campagne de répression est redoutée
Vague d'enlèvements
La répression perdure
Le GAM formulera des demandes

POLITIQUE

LA TORTURE, INSTITUTIONNALISEE

Le 2 décembre, on apprenait que la Commission Inter-Américaine des Droits de l'Homme de l'Organisation des Etats Américains -CIDH-OEA- a rendu les autorités guatémaltèques responsables de violation des Droits fondamentaux de l'Homme.

Dans le rapport annuel que la CIDH-OEA présentera au cours de la prochaine assemblée générale de cet organisme, le gouvernement guatémaltèque sera en outre, accusé d'avoir "institutionnalisés l'enlèvement et la torture".

ACCUSATION PORTEE CONTRE LE GOUVERNEMENT

Le 1 décembre, le Comité d'Unité Paysanne -CUC- signalait que 332 paysans avaient été enlevés et 18 assassinés durant une offensive effectuée au cours des derniers jours par l'Armée gouvernementale dans la municipalité de Nebaj, située dans le département de El Quiché, au nord-ouest.

Selon cette même dénonciation, quelques 2 000 soldats ont détruit 778 habitations, ont ravagé 7 132 hectares de culture de maïs, ont tué des animaux domestiques, ont mis le feu à des denrées agricoles de consommation et ont volé de l'argent aux paysans des bourgades de Batz Chocola, Trapichito, Batz Sajsiban, Ixtupul, Tzi xacbal, Batzumal, Kejchip, Vicampanabitz et Vicalma. Au cours de ces actions militaires contre la population, souligne le CUC, des personnes âgées, des femmes, des malades et des enfants sont morts ou ont été blessés.

LES INDIGENES, VICTIMES PRINCIPALES DE LA REPRESSION

Dans un article du journal américain The Los Angeles Times, reproduit le 2 décembre dans le journal mexicain Excelsior, les indigènes sont décrits comme les principales victimes de la répression contre-insurrectionnelle au Guatemala.

Des anthropologues, des enseignants et des hommes d'Eglise affirment au Guatemala que "la guerre dans laquelle l'armée s'est engagée sans pitié aux fins d'obtenir l'initiative a provoqué au sein des indigènes les bouleversements les plus conséquents depuis la conquête espagnole du XVIème siècle." Cette citation est reprise dans le journal mentionné ci-dessus qui précise, par ailleurs, que l'on estime à "30 000 voire 50 000 le nombre de personnes qui ont trouvé la mort du fait des actions contre-insurrectionnelles menées à bien par l'armée, et dont la majorité se trouve appartenir à la population indigène". Il est également signalé que 46 000 personnes ont cherché refuge à l'étranger et qu'environ 50 000 personnes avaient été regroupées dans les bourgades militarisées de l'armée.

LES ACCUSATIONS DU RAPPORTEUR, NIEES

Le 29 novembre, à New York, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque -URNG- stipulait au cours de la session de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies que les rapports qui rendent le mouvement révolutionnaire responsable des violations des Droits de l'Homme au cours du conflit armé interne qui sévit au Guatemala sont erronés et que de fait les actions révolutionnaires sont régies par les normes du Droit humanitaire.

Les insurgés, qui faisaient allusion à un rapport présenté devant l'ONU par le Rapporteur spécial du cas guatémaltèque, Lord Colville de Culross, ont indiqué que ce dernier avait présenté les seules versions gouvernementales.

ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Le dimanche 8 décembre, les citoyens guatémaltèques se rendront pour la deuxième fois aux urnes aux fins de désigner le Président de la République qui entrera en fonction le 14 janvier prochain pour une durée constitutionnelle de 5 ans.

Les participants au deuxième tour électoral sont : Vinicio Cerezo et Jorge Carpio Nicolle, candidats qui ont obtenus le plus grand nombre de voix au cours des élections générales du 3 novembre dernier. Les sondages publiés dans la presse donne le démocrate chrétien Cerezo vainqueur.

LES CONTROLES EN HAUSSE

Le 30 novembre, le ministre de l'Intérieur, Carlos Guzman Estrada, déclarait que quelques 10 000 policiers et un nombre élevé d'autres forces de sécurité gouvernementales

seront affectés à la surveillance et au maintien du contrôle dans les différentes zones de la capitale au cours du deuxième tour électoral.

ATTENTION AUX SANCTIONS

Le 30 novembre, le Président du Tribunal Suprême Electoral, Arturo Herbruger, avertissait les personnes qui ont l'intention de s'abstenir de voter et celles qui chercheraient à inciter d'autres citoyens à ne pas se rendre aux urnes, qu'elles seraient passibles de sanctions pécuniaires pour les premières et pénales pour les dernières.

CAMPAGNE D'UNE PROPAGANDE DE DENIGREMENT

Les milieux de presse locaux affirment que la propagande de la démocratie-chrétienne guatémaltèque et de l'Union du Centre National, au cours de la deuxième phase des élections, se caractérise par les insultes et la diatribe.

Le niveau de la confrontation, au demeurant fort personnel, explique pourquoi il a été impossible de publier les programmes de gouvernement des partis en lice et pourquoi les candidats n'ont pas pu s'affronter dans un débat public. Le 30 novembre, Vinicio Cerezo déclarait: "je n'accepterai de participer à aucun débat mené par Jorge Carpio étant donné que la campagne de dénigrement qu'il a orchestré pour me nuire pourrait faire en sorte que ce face à face atteigne des limites inacceptables pour la décence et la respectabilité". Pour sa part, Jorge Carpio a lancé un appel à la démocratie-chrétienne pour que cette dernière enterre les haches de "la calomnie et de la diffamation".

UN MEMBRE DU GOUVERNEMENT ACTUEL SERA FUTUR MINISTRE

Le 1 décembre, le journal Prensa Libre dévoilait que le commandant d'une des bases militaires parmi les plus importantes du pays et membre de l'actuelle préfecture militaire sera nommé par l'armée pour exercer la fonction de ministre de la défense.

Selon cette même information, les généraux Alejandro Gramajo et Edilberto Letona, respectivement commandants de la zone militaire Justo Rufino Barrios et Mariscal Zavala, seraient les candidats possibles pour exercer la dite fonction.

LA MEILLEURE COUVERTURE

L'EGP, Armée des Guérilleros des Pauvres, affirmait dans un document rendu public le 4 décembre, que Vinicio Cerezo Arevalo, un des futurs présidents possibles à la tête du pays, "est la meilleure couverture à la pérennité du régime militaire".

L'EGP souligne que la démocratie-chrétienne ne porte pas préjudice aux intérêts de l'armée et du régime contre-insurrectionnel et précise que Cerezo "n'est pas le commencement de la fin du pouvoir politique exercé par les militaires au Guatemala".

DROIT A LA LUTTE

Le cinquième congrès de la section italienne de la Ligue Internationale pour le Droit à la Libération des Peuples a mis en exergue qu'en dépit des modifications formelles qui pourraient se produire au sein du régime guatémaltèque, la population du dit pays avait le droit de lutter aux fins d'obtenir son auto-détermination et l'indépendance nationale.

La résolution approuvée le 30 novembre, en appelait par ailleurs au gouvernement actuel du Général Oscar Mejia Victores afin que ce dernier réponde de façon satisfaisante à la question des milliers de disparus et de leur lieu de détention.

ECONOMIE

NOUVEAUX BUDGETS RENDUS PUBLICS

Le 29 novembre, on apprenait de source officielle que le budget des dépenses de la nation, pour 1986, atteignait un milliard 300 millions de quetzales, tel celui de cette année, et qu'il prévoyait deux postes principaux au pourcentage élevé, la défense et le paiement de la dette extérieure.

Le Chef de l'Etat, le Général Mejia Victores, a signalé, après avoir présenté le budget que le fonctionnement des coordonatrices interinstitutionnelles, les pôles de développement et les autres programmes ruraux exigeaient des ressources considérables et qu'ils avaient dû être inclus au budget cité précédemment.

INSURRECTION

NOMBREUSES ACTIONS

Selon le numéro le plus récent de l'Informateur des Guérilleros, porte-parole de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP-, au cours des mois de septembre et octobre, les organisations qui font partie de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, ont effectué 122 actions politico-militaires dans 8 départements du pays, occasionnant de la sorte au moins 224 pertes à l'armée gouvernementale.

L'information précise que les rebelles ont agité de façon coordonnée et qu'ils ont élargi leur terrain d'action au cours de la dite campagne, la troisième de l'année, où l'on peut citer les attaques de casernes et de détachements militaires, les embuscades et les affrontements avec les troupes gouvernementales ainsi que les occupations de villages, de plantations agricoles et de tronçons routiers.

AFFRONTLEMENTS A EL QUICHE

Le 30 novembre, l'Armée des Guérilleros des Pauvres signalait que le 22 novembre, ses unités avaient attaqué un détachement militaire situé dans le chef-lieu municipal de Chajul, dans le département de El Quiché, au nord-ouest du pays, provoquant par la même 12 pertes au sein des troupes officielles.

Le 19 novembre, précise l'information, aux environs de la bourgade Viconosib, dans le Nebaj, à El Quiché, des unités rebelles avaient harcelé une colonne des troupes gouvernementales et occasionné deux pertes à cette dernière.

SITUATION SOCIALE

MENACE DE GREVE

Selon un communiqué émanant du Conseil National des Enseignants -CNM-, publié dans les milieux de presse locaux, le magistère national a annoncé le 30 novembre le début d'une grève générale et illimitée si le nouveau gouvernement civil qui entrera en vigueur en janvier prochain ne satisfait pas ses demandes d'augmentation salariale et de mesures efficaces en vue de contrôler le coût élevé de la vie.

Le CNM qui regroupe plus de 50 000 enseignants dans tout le pays a organisé, en septembre dernier une grève des enseignants pour les mêmes raisons.

PROTESTATION CONTRE LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE

On apprenait le 1 décembre que les ménagères avaient annoncé le recours à des mesures de pression si l'escalade des prix des produits de base se poursuivait.

Les commerçants interrogés par les milieux de presse ont reconnu qu'en dépit des mesures officielles, les prix des produits constituant le panier de la ménagère ne cessaient d'augmenter.

DROITS DE L'HOMME

ENLEVEMENT D'UN PROMOTEUR SOCIAL

Le 22 novembre, l'ancien séminariste catholique et promoteur social, Rafael Yos Muxtay était enlevé, en présence de nombreux témoins, par des agents de sécurité gouvernementaux, alors qu'il se trouvait dans un bus qui devait le conduire du département de Chimaltenango à la capitale.

Selon les dénonciations des proches, Yos Muxtay travaillait dans des organismes d'aide aux victimes de la violence qui vivent dans le pays, et plus particulièrement les projets d'aide aux veuves et aux orphelins.

NOUVELLE VAGUE DE TERREUR

Le 3 décembre, le journal télévisé Teleprensa faisait état du fait que les fameux escadrons de la mort sont réapparus comme instrument de répression contre les opposants au régime. Cette affirmation s'inscrit dans le cadre d'un reportage spécial où l'on signalait que les sigles correspondants à la dite armée secrète anti-communiste apparaissaient quotidiennement dans les rues et qu'ils se retrouvaient même dans les sacs contenant des cadavres cruellement torturés.

Teleprensa a précisé que conformément aux preuves fournies par divers organismes humanitaires, sous le nom générique des escadrons se cachent des éléments liés aux forces de sécurité gouvernementales qui menacent, enlèvent, torturent et assassinent les citoyens soupçonnés d'être des opposants au régime.

UNE VAGUE DE REPRESSION EST REDOUTEE

Le 2 décembre, les membres de la sous-délégation régionale de la Commission des Droits de l'Homme au Guatemala ont stipulé qu'ils craignaient des actions de répression massive perpétrées contre la population de Santiago Atitlan, dans le département central de Sololà.

Selon cette même information, le nombre d'effectifs gouvernementaux dans la région a été récemment augmenté et, les officiers militaires tout comme les fonctionnaires civils ont quant à eux multiplié les déclarations sur un lien supposé qui existerait entre la population et l'insurrection et qui dès lors ferait des citoyens des cibles possibles d'une campagne de répression.

VAGUE D'ENLEVEMENTS

Le 4 décembre, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala dénonçait une vague d'enlèvements dans la municipalité de Santiago Atitlan, à Sololà.

L'Organisme humanitaire a signalé qu'en quelques jours à peine six paysans avaient été enlevés par les forces de sécurité. Parmi les victimes se trouvent : Salvador Mendoza, Nicola Pop et Diego Xiquibal.

LA REPRESSION PERDURE

Selon des rapports d'organisations humanitaires et de milieux de presse, 110 personnes pour le moins ont été victimes de la violence officielle au cours du mois de novembre dernier.

48 hommes, 4 femmes et un enfant ont été exécutés, hors du cadre juridique, au cours d'actions perpétrées, selon les témoins ou les proches des victimes, par les forces de sécurité gouvernementales. De même 18 personnes ont été enlevées et 36 autres ont été blessées par balles durant des actions attribuées à des éléments de l'armée et de la police.

LE GAM FORMULERA DES DEMANDES

Le 30 décembre, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- formé par les proches des détenus et disparus, déclarait au cours d'une conférence de presse qu'il demanderait au nouveau gouvernement de donner des éclaircissements sur le lieu de détention des personnes enlevées par les forces de sécurité gouvernementales et d'ouvrir le procès des responsables de telles actions.

En outre, le GAM a signalé qu'il solliciterait la création juridique de la catégorie des prisonniers politiques et la formation d'un tribunal international qui jugerait de façon permanente les événements au Guatemala et qui obligerait l'armée et le gouvernement à respecter les traités des Droits de l'Homme.

Les membres du GAM ont également souligné qu'ils sont l'objet de menaces, de surveillance et de persécution de la part des autorités et qu'ils craignent d'être assassinés comme cela a été le cas pour deux de leur dirigeant au cours de cette même année.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX